

Les voyageurs de l'eau un blog de Libération.fr

Lionel Goujon et Gwenaël Prié

25 avril 2008 “à Cochabamba, l'après-guerre de l'eau”

Avril 2000, une série de manifestations enflamme les rues de Cochabamba en Bolivie. Des barricades quadrillent la ville, le président bolivien déclare l'état d'urgence, un jeune homme tombe sous les balles des forces de l'ordre. L'objet de la révolte ? L'eau. Son prix. Sa propriété.

Au terme des protestations, la rue obtient gain de cause : le service d'eau de la ville, privatisé quelques mois plus tôt, repasse dans le domaine public et l'augmentation de tarif est annulée. La légende de la guerre de l'eau de Cochabamba est née.

Oscar Olivera en a été l'un des leaders. C'est avec lui que j'ai la chance de pouvoir évoquer ces événements. Rendez-vous a été pris au siège de la Fédération des Travailleurs Manufacturiers de Cochabamba, dont il est le président.

Pour m'y rendre, je traverse la place principale de la ville. C'est de l'un des balcons qui entourent cette place qu'Oscar Olivera lança un discours de victoire à la fin de la guerre de l'eau. La place du 14 septembre célèbre le soulèvement armé des habitants de la région qui chassèrent les Espagnols en 1810. Aujourd'hui, comme en écho à cet événement, elle est le point de ralliement des activistes de tous bords. Des panneaux illustrés dénoncent l'Eglise, la presse, tel ou tel homme politique local ; des groupes de Boliviens les commentent. Quelques tables sont installées, l'une d'elles est recouverte de livrets, le Che a l'honneur d'une bonne partie des couvertures. Sous un portrait du président Evo Morales, un homme recueille des signatures. La pétition, visiblement un succès, appelle à lui décerner le prix Nobel.

Et alors que je vais m'engager dans l'avenue Bolivar, je traverse une bruyante manifestation. Je m'informe : on proteste contre le licenciement de 2 employés municipaux. Sur le balcon de la mairie se tiennent les deux martyrs, cagoulés, attachés les bras en croix, dans une mise en scène impressionnante. A quelques dizaines de mètres, les CRS locaux, en combinaisons anti-émeutes, observent le spectacle calmement. La clameur des slogans m'accompagne jusque dans le bureau, tout proche, d'Oscar Olivera.

La pièce où il me reçoit est décorée de panneaux célébrant la victoire de la guerre de l'eau. Alors que nous nous asseyons, Oscar Olivera m'explique que c'est autour de cette même table que les leaders du mouvement se réunissaient. Nous revenons ensemble sur le déroulement des événements.

A Cochabamba, la troisième ville la plus importante de Bolivie, dès la fin des années 1990, le service d'eau potable n'est assuré que quelques heures par jour. Principale raison : la population a drastiquement augmenté durant les trente dernières années. Pour faire face à cette situation il y aurait bien une solution : la construction du barrage de Misicuni. Installé derrière la montagne qui borde le nord de la ville, il permettrait de l'alimenter au travers d'un tunnel creusé dans la roche. Un projet qui fait l'unanimité au sein de la population et des dirigeants locaux... mais qui pose un problème de taille : son coût, estimé à 77 millions de dollars. Certaines mauvaises langues le soulignent, ce coût n'est de toute façon pas vraiment un problème pour ceux des dirigeants politiques qui espèrent des dessous-de-table proportionnels au budget.

Pour assurer les investissements nécessaires, le gouvernement bolivien se lance, sous l'influence libérale intransigeante de la Banque Mondiale, sur le chemin de la privatisation du service d'eau potable. En 1999, au terme d'un appel d'offres bâclé, la concession de l'eau de Cochabamba est attribuée au seul candidat, Aguas de Turani. En position de force, le consortium, mené par l'américain Bechtel, réussit à inscrire dans le contrat un retour sur investissement de 15% par an. Ce n'est pas la première privatisation que connaît la Bolivie, mais, comme Oscar Olivera le souligne, *«pour le peuple, la privatisation d'une compagnie aérienne est invisible. L'eau, c'est autre chose»*.

Le 20 octobre 1999, une loi entérine la décision. Elle s'accompagne d'une clause qui donne à Aguas de Turani la concession de toutes les ressources en eau autour de la ville. Cette idée était évoquée depuis quelques années déjà pour autoriser le pompage dans les nappes phréatiques des environs. Mais pour les villageois cette loi représente une perte de contrôle, et même la menace d'une redevance, sur leurs puits et leurs systèmes d'irrigation. *«Un véritable vol du patrimoine commun»*, s'insurge O. Olivera, *«c'est ainsi que la guerre de l'eau a débuté dans les campagnes»*.

Dès novembre 1999, les fédérations agricoles prennent la route et viennent manifester à Cochabamba. Côté ville, une des premières mesures de Aguas de Turani est d'augmenter les tarifs : +35% en moyenne mais certaines personnes des quartiers pauvres, où on vit en moyenne avec moins d'un dollar par jour, voient leur facture doubler ! Une telle hausse est bien trop sévère pour la majorité de la population : des syndicats, des associations décident à leur tour de descendre dans la rue.

Le 12 novembre 1999, les principales organisations d'agriculteurs, d'écologistes et les syndicats créent la Coordinadora, *«la coordination pour la défense de l'eau et de la vie»*. La Fédération des Travailleurs Manufacturiers de Cochabamba d'Oscar Olivera est au premier plan de la lutte, il devient l'un des principaux leaders du mouvement.

Les premiers mois de l'an 2000 voient se succéder de nouvelles manifestations mais le président Banzer, ancien dictateur du pays, reste inflexible. La répression policière fait des centaines de blessés. Début avril, la Coordinadora hausse le ton et bloque complètement la ville de Cochabamba. La violence fait cette fois un mort et la révolte menace d'enflammer le pays tout entier. Face à ce tsunami social, Aguas de Turani jette l'éponge et le gouvernement modifie en urgence la loi du 20 octobre 1999. Cette victoire signe le dernier acte de la guerre de l'eau : Aguas de Turani retrouve son nom original (SEMAPA) et est reprise en main par les pouvoirs publics.

Ces événements ont eu des répercussions bien au-delà des frontières de Cochabamba. Selon Oscar Oliveira, *«Le peuple a pu réaliser à cette occasion qu'il était possible de changer les choses.»* La capitale bolivienne, La Paz, a ainsi suivi l'exemple. En 1997, une filiale de Suez avait pris en charge le service d'eau. En 2005, mettant en avant les tarifs exorbitants des connexions au réseau et les centaines de milliers d'habitants qui étaient exclus de la couverture du service, les manifestants obtenaient le départ de la multinationale.

Cette semaine au siège de l'ONU, Evo Morales déclarait «Notre mère la Terre n'est pas une marchandise. Ce n'est pas une chose qu'on achète ou qu'on vend». Il a par ailleurs proposé une convention internationale «pour protéger les ressources en eau et empêcher leur privatisation par quelques-uns.»

Et parmi les soutiens importants apportés à la Coordinadora, il y avait un syndicat de producteurs de coca mené par un certain... Evo Morales. *«S'il a été élu président en 2005, c'est en partie grâce à notre mouvement»*, affirme mon interlocuteur. Dès son élection, le nouveau chef d'Etat marqua son

engagement contre la privatisation en créant un ministère de l'eau et en nommant à sa tête Abdel Mamani, l'un des leaders des manifestations populaires de La Paz.

De par le monde, la guerre de l'eau de Cochabamba a largement servi de symbole de la manière dont une privatisation d'un service de base peut tourner au fiasco. Pour certains, Cochabamba fait ressortir de manière dramatique les tares inhérentes à la privatisation de l'eau, pour d'autres le problème réside dans la manière dont Bechtel, mais aussi le gouvernement local, a géré la transition vers une nouvelle organisation.

En 2002, l'entreprise américaine décidait de réclamer à la Bolivie pas moins de 25 millions de dollars en dédommagements de son expropriation de Cochabamba. Avec cette demande extravagante, elle se mettait de nouveau à dos une coalition d'activistes du monde entier. La plainte a été retirée en janvier 2006.

Mais derrière la lutte contre la privatisation, la guerre de l'eau a également porté les espoirs d'une amélioration de la qualité du service d'eau à Cochabamba. Qu'en est-il aujourd'hui de la couverture de la population ? Qu'en est-il des coupures de service ?

La SEMAPA, l'entreprise de gestion de l'eau, peut se targuer d'avoir grandement étendu le réseau, maintenu des prix bas et mis en place une grille tarifaire favorable aux populations les plus défavorisées qui suit la valeur foncière du logement de l'utilisateur. Et de nombreux projets vont dans le sens d'une amélioration des infrastructures.

La construction du fameux barrage de Masicuni paraît enfin bien lancée. Grâce au soutien de l'aide au développement italienne, on prévoit une mise en service en 2011. Les quartiers pauvres du sud de la ville, particulièrement défavorisés vis-à-vis de la distribution d'eau, s'organisent en comités d'utilisateurs afin de gérer leurs propres systèmes d'approvisionnement. Ils espèrent bientôt profiter de crédits débloqués pour la SEMAPA par la Banque internationale du développement et l'Union européenne. De nombreuses ONG qui avaient soutenu les actions de la guerre de l'eau suivent de près la situation de la ville et continuent à apporter leur soutien à la population.

Mais d'après l'autorité bolivienne de régulation de l'eau, en 2006, la moitié de la ville n'a toujours pas accès à l'eau du réseau, et doit toujours faire appel à des camions citernes ou à des puits individuels. Le service n'est assuré que quelques heures par jour. Les canalisations sont vieillissantes, les fuites nombreuses (55% de l'eau produite), et l'entreprise, déficitaire, n'a pour capacité d'investissement que celle que lui apportent les institutions étrangères.

L'autre grand espoir né de la guerre de l'eau fut que le peuple pouvait participer au contrôle de l'entreprise. Sous l'impulsion de la Coordinadora, depuis 2000, le conseil d'administration comporte trois membres élus par les usagers. *«Il s'agissait, souligne Oscar Olivera, de construire une nouvelle forme d'entreprise.»* Mais aujourd'hui et pour le moins paradoxalement, les habitants de Cochabamba, après avoir risqué leur vie pendant les événements, semblent s'être désintéressés du sujet. Lors de l'élection en 2006 des représentants populaires au conseil d'administration, moins de 1% des électeurs se sont rendus aux urnes.

Enfin les vieux démons de la corruption, de l'abus de pouvoir ou du favoritisme continuent de ronger l'entreprise : on ne compte plus les nominations strictement politiques aux postes-clefs de l'entreprise. Le jour même de ma visite à Cochabamba, un scandale de corruption impliquant des cadres de la SEMAPA fait la une des journaux. Lorsque j'évoque cette affaire, c'est un Oscar Olivera pour le moins désabusé qui concède que la Coordinadora n'a pas réussi à *«inventer un*

modèle de gestion alternatif et efficace». Il déplore également la faiblesse du contrôle par le nouveau ministère de l'eau qui n'a pas su rentrer pleinement dans son rôle de régulateur.

A Cochabamba, la mise en place d'un service d'eau universel a donc tout l'air d'une laborieuse quête. Au Cambodge à Phnom Penh, nous avons parlé de la [Régie des Eaux](#). L'entreprise cambodgienne, dans un contexte local pas moins difficile, est un exemple impressionnant de réussite. Elle doit autant à l'aide internationale qu'à la poigne de son président qui sut imposer une gestion rigoureuse et disciplinée, augmentant les salaires d'un côté, faisant le ménage dans ses rangs de l'autre. Cet exemple montre qu'il est possible, malgré les affres du manque de moyens, de la corruption et de l'inefficacité, de réaliser un service d'eau de qualité.

Les habitants de Cochabamba doivent-ils espérer pour la SEMAPA un homme providentiel ? Selon Oscar Olivera, il faudrait en tout cas un changement radical, *«comme démonter la SEMAPA pour la reconstruire sur des bases saines»*.

En 2000, l'énergie de protestation qui habitait les citoyens de Cochabamba a obtenu une victoire éclatante contre la privatisation et pour la reprise en main populaire de la SEMAPA. La population livre depuis un combat – au long cours, et beaucoup moins spectaculaire – pour enfin construire un service d'eau potable digne de ce nom à Cochabamba. Dans les quartiers sud, il prend la forme d'une organisation décentralisée en comités d'eau, j'en parlerai dans le prochain billet.

1^{er} mai 2008, “Les comités d'eau de Cochabamba”

Du flanc de montagne où je me trouve, on peut mesurer toute l'étendue de la zone sud de Cochabamba : 250 000 Boliviens y vivent, la moitié de la population de la ville. Délaissés par les pouvoirs publics, ces habitants se sont organisés en comités d'eau indépendants. A mes pieds se trouve un grand réservoir de béton qui dessert 200 maisons : tous les jours, un camion-citerne vient le remplir. Ce mini réseau d'eau potable a été mis en place et est entièrement géré par les bénéficiaires eux-mêmes.

Quand on parle de la forte croissance démographique de Cochabamba sur les trente dernières années, c'est bien dans les quartiers sud de la ville qu'il faut chercher les nouveaux arrivants. En provenance des montagnes andines, d'origine modeste, ils viennent grossir les rangs de faubourgs plus ou moins officiels. L'entreprise d'eau et d'assainissement de la ville, la SEMAPA, a longtemps rechigné à investir dans l'extension du réseau vers ces nouveaux territoires : en 1999, ils recevaient moins d'1% des investissements municipaux.

Sans réseau d'adduction, les habitants en sont souvent réduits à faire appel à des revendeurs qui gèrent- de coûteux camions citernes. Ainsi, les populations les plus pauvres sont celles qui payent leur eau le plus cher et sans garantie de qualité. A Cochabamba, la SEMAPA vend un mètre cube 0,25 euro. Il faut compter 7 fois plus pour se faire livrer la même quantité d'eau par un camion-citerne ! Cette situation est malheureusement commune dans les zones qu'on appelle périurbaines : nous l'avions déjà rencontrée à [Lima](#) ou à [Phnom Penh](#).

Mais ici, dès la fin des années 1980, les habitants ont pris les choses en main.

Puisqu'il ne fallait rien attendre de la SEMAPA, les familles se sont rassemblées, à l'échelle d'un hameau ou d'un quartier, pour former des comités d'eau. Plusieurs dizaines, parfois plusieurs centaines d'entre elles ont mis en commun leur énergie, leurs bras et leurs moyens financiers pour

monter puis opérer un petit réseau d'eau potable. Ce modèle communautaire de gestion a connu un succès certain : aujourd'hui 150 comités couvrent la moitié de la population de la zone sud.

Pour chacun d'entre eux, la première décision est de savoir s'il faut faire appel à l'eau d'un puits, aux eaux de ruissellement ou bien, en dernier recours, à un approvisionnement par camions citernes. Les comités installent alors réservoirs, pompes, tuyaux, compteurs pour amener l'eau aux familles. Selon Abraham Grandyrier, le président d'ASICASUR, une fédération de comités d'eau, il faut compter environ 130 euros par famille pour une connexion. La somme est considérable pour ces habitants qui souvent vivent avec quelques dollars par jour, mais des fonds de roulement existent pour avancer l'investissement nécessaire.

Et les familles peuvent compter par la suite sur de sérieuses économies : le coût de l'eau peut être de 2 à 3 fois moins cher avec un comité qu'avec les camions citernes. L'argument a visiblement achevé de convaincre le chauffeur de taxi qui nous a conduits à travers la zone sud pendant ma visite. Abraham Grandyrier l'invite à rassembler les familles intéressées de son quartier et à revenir au siège de l'association pour approfondir la discussion.

La bonne entente est d'autant plus importante lorsque des difficultés surgissent. Dans certaines zones, des puits ont dû être délaissés en raison de problèmes de contamination, de salinité ou d'assèchement. Et réparer une pompe ou un panneau électrique demande des fonds ou des compétences techniques que les comités n'ont pas forcément. C'est aujourd'hui le cœur de l'activité d'ASICASUR que de faire partager les expériences et former des techniciens. L'association est aussi à la pointe du combat pour obtenir que des crédits publics puissent être injectés dans ces organisations locales. Depuis 2005, première étape indispensable, la loi reconnaît les comités comme des «Entités prestataires de services d'eau», au même titre que la SEMAPA par exemple.

La zone sud de Cochabamba reçoit aussi le soutien d'organisations internationales. Ainsi la fondation [France Libertés](#) a monté un projet d'achat de 10 camions citernes à destination de comités. Les coûts d'opération sont réduits d'un tiers grâce à des subventions et la qualité de l'eau est contrôlée : ce n'est pas le cas avec les services classiques de camions citernes. La SEMAPA est par ailleurs soutenue par l'Union européenne et la Banque internationale de développement. Une bonne partie de leurs aides, qui se chiffrent cette fois en millions de dollars, doit servir à étendre et rénover l'infrastructure des quartiers sud.

Mais au fur et à mesure que le réseau traditionnel s'étend, les comités d'eau ne vont-ils pas voir leur raison d'être menacée ? Il n'est en tout cas pas question d'une reprise en main de leurs infrastructures par la SEMAPA : les comités connaissent trop bien les tares de la corruption qui touche l'entreprise. Et Abraham Grandyrier d'ajouter : *«Ils sont particulièrement attachés à la pleine transparence de gestion qu'ils connaissent aujourd'hui.»*

Une voie intermédiaire pourrait se mettre en place : un modèle de cogestion entre l'entreprise et les comités. La SEMAPA se contenterait d'amener l'eau au niveau des réservoirs, faisant ainsi profiter le comité de ses tarifs et d'une qualité d'eau contrôlée. Et les habitants garderaient la maîtrise des derniers tronçons du réseau, de l'entretien à la facturation. Après la création des comités à la fin des années 1980, ces nouvelles réflexions montrent que la zone sud de Cochabamba est encore aujourd'hui un laboratoire de la gestion collective de l'eau.